



FEDERATION CONFEDEREE FORCE OUVRIERE DE LA METALLURGIE

9 rue Baudoin – 75013 PARIS

tél. 01 53 94 54 00 - fax. 01 45 83 78 87

www.fo-metaux.org - contact@fo-metaux.fr

PRESSE - INFORMATION

Groupe Schneider Electric : Fortes inquiétudes sur l'emploi industriel en France

Communiqué des syndicats FO du Groupe Schneider Electric

Mardi 6 mai 2014, des salariés de tous les sites en France du Groupe Schneider Electric viennent manifester leurs inquiétudes concernant leur emploi devant l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tient ce jour à la Défense.

1) Announce mi-juin d'un vaste plan de restructuration sur les sites industriels

Vendredi 25 avril 2014 lors d'un Comité Central Extraordinaire provoqué à la demande des organisations syndicales dans le cadre d'une procédure « droit d'alerte », la Direction Générale de Schneider Electric a avoué travailler **sur un vaste plan de restructuration de ses sites en France.**

Ces annonces dépassant le périmètre du Comité Central d'Entreprise de la Maison-Mère et impactant également les filiales du Groupe en France **se feront mi-juin 2014.**

FO, syndicat majoritaire dans Schneider Electric, ne comprend pas cette nécessité de restructuration alors que le Groupe a performé en 2013 à un EBITA de 14,3% et vient de publier ses résultats pour le 1^{er} trimestre 2014 **en hausse de +6%** par rapport à l'année dernière.

La Direction de Schneider Electric a expliqué **son besoin « de protéger » la compétitivité** de ses productions en France ainsi que de réduire **l'impact de la parité « euro/dollar »** très pénalisante en Europe.

L'avenir des sites industriels chez Schneider Electric est-il à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans l'industrie française en général ?

N'y a-t-il pas d'autres choix, d'autres stratégies industrielles à développer pour préserver nos fleurons de l'industrie avec les salariés français qui ont construit cette entreprise ?

A l'heure du « **Made in France** », la Direction de Schneider Electric nous annonce également que des **gammes de produits « Low Cost » fabriquées en Asie seront vendues également en Europe donc en France** ce qui impactera « directement » les volumes des productions françaises sur les mêmes gammes de produits déjà en baisse depuis la crise de 2008.

Les syndicats FO n'accepteront pas sans réagir que la Direction « orchestre » **une nouvelle crise** en France pour ses sites afin de régionaliser ses productions d'une part et d'inonder le marché avec des productions « **Made in Ailleurs** ».

2) Nouveau vecteur social : loi de sécurisation de l'emploi

Depuis des années, le syndicat **FO** a toujours signé les accords permettant la transformation des emplois (GPEC) en France pour permettre, dans un monde qui bouge, à tous les salariés d'être tournés vers les emplois de demain, des nouvelles technologies.

Malheureusement, la Direction de Schneider Electric a annoncé qu'elle opérait **une rupture dans le traitement social en « appliquant » les nouvelles dispositions de la loi de sécurisation** en mettant en place des dispositifs des plans de départs volontaires sur les sites qui seront impactés sans pour autant nous préciser l'ampleur des réductions d'emplois prévue dans ce vaste plan de restructuration.

Les syndicats **FO** de tous les sites sont inquiets des « annonces à venir » et souhaitent sans attendre que la Direction Générale du Groupe, avec la présence de Jean-Pascal Tricoire, son PDG, donne **des garanties qu'aucun licenciement « sec » ne sera effectué** et que **le traitement social guidera la transformation** des sites souhaitée pour améliorer leur compétitivité.

3) Schneider Electric devient une Société Européenne...

En début d'année 2014, la Direction a engagé des négociations afin de transformer l'entreprise aujourd'hui constituée en Société Anonyme au niveau de sa holding **en Société Européenne**.

Ce point est à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Actionnaires. **Ceux-ci devront voter la motion pour valider le processus.**

Le syndicat **FO** peut comprendre que l'entreprise devienne « **plus Européenne** » mais la Direction doit garantir que **le siège social de l'entreprise basé « au 35 rue Joseph Monier à Rueil Malmaison » ne sera pas « délocaliser » dans un autre pays.**

Le départ en 2012 de notre PDG, Jean-Pascal Tricoire ainsi que plusieurs membres dirigeants du Comité Exécutif en Chine a déjà fortement inquiété les salariés français.

Que deviendrait notre industrie en France si tous les sièges des groupes français, bénéficiaires du CICE ou autres subventions publiques, quittaient le pays qui les a fait naître ?

Avec **le soutien de sa Fédération FO de la Métallurgie**, les syndicats **FO** s'opposeront à toute destruction des emplois industriels et de R&D **sur l'autel du « toujours plus » et du risque de délocalisation hors France du siège.**

L'industrie française doit être défendue **dans l'intérêt national** et la société Schneider Electric, qui fait partie de l'histoire de la construction industrielle, doit **perdurer en France.**

Paris, le 5 mai 2014

Contacts :

Lilian AUBE, Délégué Syndical Central Schneider Electric Maison-Mère - 06.70.35.53.41

Emmanuel DA CRUZ : Coordonnateur Syndical Groupe Schneider Electric - 06.30.37.69.36

Eric KELLER : Secrétaire Fédéral en charge de la branche Electrique - 06.82.66.65.13